

## Manuel Valls: «Depuis plus de trente ans, on me demande si je suis de gauche»

Par [Laurent Joffrin](#) , [Grégoire Biseau](#) , [Lilian Alemagna](#) et [Laure Bretton](#) — 12 avril 2016 à 20:41



Manuel Valls, le 9

avril, à Matignon. Photo Frédéric Stucin

### **Loi travail, islam et laïcité, mixité dans les quartiers, positionnement pour 2017... Le Premier ministre répond.**

- Manuel Valls: «Depuis plus de trente ans, on me demande si je suis de gauche»

#### **L'essentiel**

- Sur la situation des jeunes, qu'il reconnaît «difficile», Manuel Valls défend l'action du

gouvernement et la série de nouvelles mesures.

- Détaillant les axes de la loi égalité citoyenneté présentée ce mercredi, il défend «*le temps long et le pas-à-pas*».
- Valls insiste sur la nécessité de «*protéger*» les musulmans de France des discriminations et de la radicalisation, tout en restant très ferme sur la question du voile.
- Pour 2017, il prône le dépassement du clivage gauche-droite traditionnel.

Dans les étages de Matignon, les jeans et les cols déboutonnés (de ses collaborateurs) sont les seuls petits détails venant rappeler qu'on est un samedi. La mise et l'agenda de Manuel Valls, eux, sont aussi policés qu'un jour de semaine. Derniers arbitrages sur les mesures jeunesse, déjeuner de cabinet, entretien avec François Hollande, décollage pour Alger... Et, au milieu, une interview accordée à *Libération*. La rencontre commence cash, l'homme est coutumier du fait : «*C'était quoi déjà, l'adjectif qu'employait Jospin pour parler de Libé ? Aigre, non ?*» Les allées et venues de Largo, son jeune chien qui échappe à la vigilance des huissiers, viendront détendre (un peu) l'atmosphère de ces deux grosses heures passées autour de la table de verre. Depuis le début de l'année, ce bureau a vu défiler des socialistes meurtris par la déchéance de nationalité, des syndicats opposés à la loi travail et des organisations étudiantes venues rappeler au Premier ministre les promesses présidentielles sur les jeunes. Depuis deux ans, Manuel Valls fait face, refuse de parler de «*l'enfer de Matignon*». La gauche n'y croit plus, lui pense encore que «*tout est possible*» en 2017 grâce au «*lien*» entre François Hollande et les Français. Ce faisant, il creuse son sillon : *l'ordre républicain plutôt que l'ordre social, la laïcité «ferme», si ce n'est fermée, et le dépassement du clivage gauche-droite «sur les sujets majeurs comme le terrorisme ou le chômage*». Emmanuel Macron appréciera.

## **Jeunesse et quartiers : «La bataille de l'égalité ne se règle pas à coups de milliards»**

**La jeunesse a été la priorité du quinquennat de François Hollande. Elle manifeste depuis un mois, investit le mouvement Nuit debout... Est-ce l'aveu d'un échec ?**

Non. Les mesures annoncées lundi matin avec les ministres Najat Vallaud-Belkacem [Education], Myriam El Khomri [Travail] et Patrick Kanner [Ville] sont la démonstration que la jeunesse dans ce pays est une belle énergie et que nous pouvons construire l'avenir avec elle. Ensuite, il ne faut pas se plaindre de voir des jeunes se réunir, agir et rêver de collectif. C'est le signe que la société française a un souffle. Mon rôle est de faire que ces énergies soient associées à un travail collectif pour que cet élan soit constructif pour tout le monde. Mais je ne laisserai jamais dire que nous n'avons rien fait pour la jeunesse depuis 2012. Au contraire. Jamais autant n'a été fait en matière d'éducation, de formation, de logement, d'accès à l'emploi.

**Alors comment comprenez-vous ce mouvement ?**

Quand toute la société se questionne sur son avenir, la jeunesse s'interroge aussi. La situation de nombreux jeunes est difficile : un quart des actifs de moins de 25 ans sont au chômage. Notre société a par ailleurs donné le sentiment de se préoccuper davantage des plus âgés. Un seul chiffre : il y a vingt ans, le patrimoine cumulé des moins de 50 ans et celui des plus de 60 ans étaient

identiques. Aujourd'hui, il y a 50 % d'écart en faveur des plus de 60 ans. La jeunesse a le sentiment légitime que la société ne se préoccupe pas d'elle. C'est donc logique qu'elle soit exigeante. C'est un enjeu majeur. Nous avons d'ailleurs fait beaucoup de choses. Nous venons de faire entrer en vigueur la prime d'activité [*une prime pour compenser les bas salaires, ndlr*]. Un million de jeunes y sont éligibles. Quatre cent mille autres bénéficieront d'une allocation de 460 euros et, surtout, d'un plan d'accompagnement vers la formation et l'emploi. Cependant, je reconnais que cela ne suffit pas. Il faut aller plus loin et créer du sens pour la jeunesse tout entière. Le mouvement Nuit debout l'exprime à sa manière.

**Vous avez présenté lundi des mesures en faveur des étudiants. Est-ce une réaction d'un pouvoir qui a peur de la rue ?**

En quoi entendre et dialoguer serait un signe de peur ? Le gouvernement a annoncé un plan d'ensemble. Pas seulement pour les étudiants. Pas pour éteindre une contestation. Mais pour répondre aux inquiétudes exprimées. Avec des réponses concrètes. Par exemple, nous luttons contre la précarité avec une aide pour les jeunes diplômés en recherche d'emploi, nous permettons à tous les moins de 30 ans qui n'ont pas de garant de trouver un logement, nous encourageons l'apprentissage, tout en améliorant la rémunération des apprentis.

**Il y a un an, vous avez parlé d'un «apartheid social, ethnique et culturel». Qu'y a-t-il dans cette nouvelle loi Egalité et Citoyenneté à la mesure de ce diagnostic ?**

Je suis élu d'Evry [*Essonne*], c'est ce qui m'a formé et m'a fait changer. C'est là où j'ai été confronté aux crises de ces trois dernières décennies. Comme tous les élus de ces quartiers populaires, j'ai vu beaucoup d'habitants qui veulent s'en sortir, respectent les règles du jeu et qui pourtant n'y arrivent pas. La politique de la ville a marché pour transformer la ville, casser les barres d'immeubles, rénover les écoles et les espaces publics, embellir, mais ça ne suffit plus. La bataille de l'égalité ne se règle pas à coups de milliards seulement, mais en dénichant un à un chaque blocage, chaque frein, chaque préjugé, chaque injustice et en les levant tous. Il faut donc compléter la logique quantitative par une logique de terrain beaucoup plus fine. Le sentiment d'abandon dans les quartiers populaires, dans les grandes agglomérations ou les petites villes peut être le même. Il faut avoir la sagesse d'oser le temps long et le pas-à-pas. L'objectif, c'est la République. Ferme, ouverte et généreuse. Ferme pour casser les ghettos : nous renforçons encore le pouvoir de l'Etat pour qu'il se substitue aux communes défaillantes qui refusent de bâtir du logement social. Nous faisons en sorte que les familles les plus pauvres ne soient pas toutes cantonnées aux mêmes quartiers. Ferme sur l'égalité hommes-femmes. Il y a deux fois plus de familles monoparentales dans ces quartiers : depuis le 1<sup>er</sup> avril, nous avons mis en place un système de garantie de pensions alimentaires. Ferme sur la maîtrise de la langue française. Ferme sur la lutte contre les discriminations : nous créons par exemple la possibilité d'action collective en justice. Autre exemple : dans la fonction publique, 75 écoles formant les fonctionnaires auront toutes des classes préparatoires intégrées pour diversifier les recrutements. Le chômage, la précarité, la délinquance, les discriminations, le racisme : faire sortir les quartiers de cela, c'est le combat de ma vie.

**Mais tout ceci a déjà été annoncé au cours de l'année 2015...**

Mais c'est une politique de fond que nous mettons en place et nous allons plus loin ! Nous voulons permettre à ceux qui ont fait des études, montré leur mérite, de s'insérer dans la vie

professionnelle : 8 400 bacs + 3 qui sont au chômage et vivent dans les quartiers populaires bénéficieront d'un accompagnement concret. Un système de parrainages sera proposé pour leur donner le réseau professionnel qu'ils n'ont pas. L'agence France entrepreneurs est lancée : nous voulons augmenter de 50 % le nombre d'entreprises accompagnées. Dans ces quartiers comme ailleurs, être parent n'est pas toujours facile. Il faut les aider à surveiller les devoirs, entrer en relation avec les professeurs : 5 000 services civiques seront mobilisés pour cela. Toutes les écoles dont les bâtiments ne sont pas à la hauteur seront rénovées avant la rentrée 2016.

**A vous entendre, c'est plus une loi de petits pas qu'une loi de rupture ?**

C'est un maillage très dense de mesures ciblées qui visent à retisser l'égalité. Et puis, je n'aime pas le mot rupture. Même si elle peut faire plaisir, elle ne résout rien dans le temps long. Aux postures, je préfère les actes concrets. C'est comme cela que l'on rétablit la confiance, en mobilisant l'Etat, les élus, les entreprises, les citoyens.

**La rupture vous fait plaisir à vous ? Vous avez du plaisir à fracturer ?**

Non. Mais je pense que le rôle du politique, c'est de nommer les choses. «Apartheid» est un mot fort que j'utilisais déjà en tant que maire d'Evry. Je maintiens aujourd'hui que cela arrange beaucoup de monde d'avoir des ghettos, avec les classes populaires loin des centres-ville ! Moi, je veux que ces territoires soient pleinement réintégrés dans la République. Pour cela, il faut une nouvelle étape de la politique de la ville. Nous proposons des mesures concrètes pour faire évoluer la société. La rénovation urbaine doit encore faire des progrès, mais globalement, regardez la transformation physique de ces quartiers ! Certains parlent de territoires abandonnés, je dis non ! Les territoires ne sont pas abandonnés. Mais les gens vivent un abandon. Maintenant, il faut retisser l'égalité dans le quotidien des gens.

**Partagez-vous au moins le diagnostic de votre proche Jean-Marie Le Guen sur l'échec depuis trente ans de la pénalisation du cannabis en matière de santé publique ?**

La position que Jean-Marie Le Guen a exprimée est personnelle. Qu'il y ait des débats, c'est normal... Mais j'ai la conviction, comme le président de la République, que toute société doit savoir fixer des interdits. Je crois que la consommation du cannabis, parce qu'elle a un impact sur la santé publique, doit en rester un.

Macron, El Khomri et Valls après leur réunion avec les organisations de jeunesse, lundi à Matignon.  
(Christophe Petit Tesson)

**Islam et laïcité : «Il faut protéger les musulmans de l'idéologie salafiste»**

**Est-ce qu'il faut aller plus loin en matière de laïcité ?**

La laïcité, c'est notre ADN. C'est normal que l'on en débattenne. La République s'est construite en opposition au pouvoir de l'Eglise catholique. Aujourd'hui, la laïcité est confrontée à la montée de l'islam radical, mais aussi à la place de l'islam dans nos sociétés. Je crois en mon pays, à son message et ses valeurs universelles. J'aimerais que nous soyons capables de faire la démonstration que l'islam, grande religion dans le monde et deuxième religion de France, est fondamentalement compatible avec la République, la démocratie, nos valeurs, l'égalité entre les hommes et les femmes.

**Cette démonstration n'est donc pas faite ?**

Certains ne veulent pas y croire, une majorité de nos concitoyens en doutent, mais moi, je suis convaincu que c'est possible. C'est pour cela qu'il faut protéger - pro-té-ger - nos compatriotes de confession ou de culture musulmane de la stigmatisation, des actes antimusulmans. Il faut les protéger aussi de l'idéologie salafiste. J'ai mené le combat dans les quartiers populaires contre l'antisémitisme. Celui pour la protection de nos compatriotes musulmans est tout aussi fondamental. Et il faut un langage de vérité : dans la République, il y a aussi des interdits. Oui, la République s'est honorée quand le Parlement a voté en 2004 une loi interdisant les signes religieux ostentatoires à l'école. J'ai voté également la loi interdisant le voile intégral dans l'espace public.

**Maintenez-vous l'idée que le voile est un asservissement pour la femme ?**

Oui, dès lors qu'il est revendiqué politiquement de manière militante. On ne peut pas faire comme si c'était un objet de mode ou de consommation comme un autre.

**Donc vous niez le fait qu'une jeune femme musulmane qui porte un foulard puisse, en conscience, pleinement s'inscrire dans la République ?**

J'ai beaucoup réfléchi sur ces questions-là. Je disais déjà en 2005 que je ne confondais pas le foulard avec le voile traditionnel - d'une femme venant d'Algérie ou du Maroc passant d'une société traditionnelle où le religieux est prédominant à une société ouverte et laïque comme la nôtre. D'ailleurs, ce fichu est un habit que l'on retrouvait dans toutes les sociétés traditionnelles du pourtour méditerranéen. Mais fondamentalement, je pense que ce voile identitaire, politique, revendiqué comme tel, en cachant la femme, vise à la nier. Comment ignorer que les femmes subissent dans les quartiers populaires une pression culturelle faite de sexisme et de machisme ?

**Etes-vous favorable à une loi pour interdire le voile à l'université ?**

Il faudrait le faire, mais il y a des règles constitutionnelles qui rendent cette interdiction difficile. Il faut donc être intraitable sur l'application des règles de la laïcité dans l'enseignement supérieur.

**C'est pourquoi vous dites désormais que la question «identitaire» est première ?**

Les questions économiques et sociales, la question du chômage, sont cruciales. Mais effectivement, la question culturelle est fondamentale. Il y a une interrogation plus profonde dans notre pays sur l'ouverture au monde ou sur la place de l'islam... Il y a ceux qui veulent fermer le pays et rêvent de revenir à une France qui n'a jamais existé. Au contraire, il faut tenir compte de la société telle qu'elle est. Il y a un métissage, une diversité d'origines, de cultures, de couleurs de peau. Et puis il y a les grands mots qu'on a beaucoup utilisés : «assimilation», «intégration», «acculturation»... Ils existent, mais sont parfois réducteurs. Au fond, ce qu'il faut réussir, c'est ce beau mélange qui consiste à la fois à rester nous-mêmes, avec nos valeurs républicaines, notre langue, notre mode de vie, l'égalité hommes-femmes, et aussi à accueillir la richesse de la diversité, sans lui demander jamais de renoncer à ce qu'elle est !

**Vous avez dit que les salafistes, qui représentent 1 % des musulmans, avaient «gagné la bataille culturelle». C'est abandonner un peu vite les 99 % restants...**

Non. Pas du tout. C'est justement l'inverse. Ce qui compte pour moi, c'est l'immense majorité de nos compatriotes musulmans qui vivent un islam serein et respectueux des valeurs de la République. Or, c'est ce 1 % de salafistes qui donnent le la, notamment sur les réseaux sociaux. Il faut aider les musulmans de France à gagner cette bataille culturelle, à avoir cette force collective

contre cette idéologie islamiste qui veut gouverner la vie sociale et politique.

**Mais en disant cela, ne terrorisez-vous pas les Français ?**

Vous vous rendez compte de la question que vous posez ? Ce sont les terroristes qui terrorisent les Français. Il y a eu des morts en janvier et en novembre. La menace est là. Jamais aussi élevée. Des milliers de jeunes ont basculé dans la radicalisation, ou sont tentés de basculer. On ne peut pas se taire. Occulter la vérité.

**Dans votre réponse, vous ne parlez jamais des associations. Beaucoup souffrent de la rigueur budgétaire imposée aux collectivités locales...**

On a la chance d'avoir un tissu associatif dynamique. Que nous soutenons ! Nous avons rétabli, en 2015, 50 millions d'euros supplémentaires pour les associations, plus 70 millions en 2016. Car nous savons que l'Etat seul ne peut pas tout. Qu'il doit reconnaître et encourager un engagement citoyen, permettre à la société entière de se mobiliser.

**Regrettez-vous d'avoir dit «expliquer, c'est déjà un peu excuser» ?**

Non car c'est justement un sujet philosophique majeur... Ma conviction est simple : il y a, bien sûr, des déterminismes sociaux, économiques... Mais aucun déterminisme ne peut effacer la responsabilité individuelle. Je veux casser cette idée selon laquelle la pauvreté mène automatiquement à la délinquance ou au terrorisme. Quelle drôle d'image des quartiers populaires ! Rendez-vous compte : elle est là, précisément, la stigmatisation ! Ceux qui ont massacré leurs compatriotes avaient aussi parfois un emploi stable, un commerce ou une vie plutôt insérée... Quand on tue, quand on massacre des individus au nom d'une idéologie totalitaire, on est responsable de son crime. Les bourreaux ne sont pas des victimes !

**Vous auriez pu reprendre les mots d'Emmanuel Macron qui a parlé de «terreau national».**

Bien sûr. Mais ce n'est pas seulement un «terreau» national. Il est lié à ce qui se passe dans le monde arabo-musulman et la montée en puissance du wahhabisme... Les sociétés européennes basées sur une organisation dite «communautaire» - Pays-Bas, Belgique, Grande-Bretagne - ou notre système républicain, il faut bien le reconnaître, ont chacun abouti à des phénomènes de radicalisation. Ce n'est pas uniquement un terreau social.

Lors d'une réunion de l'Instance de dialogue avec l'islam de France, au ministère de l'Intérieur, le 21 mars. (Photo Alain Guilhot)

**Loi travail : «Nous n'avons pas réussi à présenter cette réforme de manière positive»**

**Les signaux donnés par le gouvernement depuis Noël, c'est la déchéance et la loi El Khomri. Les gens de gauche ne s'y retrouvent plus.**

Sur la loi travail, 90 % du texte est basé sur le rapport Combrexelle qui veut favoriser le dialogue social d'une manière générale et plus particulièrement au sein des entreprises. Nous pensons que le dialogue social gagne à se décentraliser. Nous assumons donc une différence de conception, avec notamment la CGT et FO, et d'avoir réussi à construire un compromis avec les syndicats réformistes... Nous n'avons pas réussi à présenter cette réforme de manière positive, mais malgré

cette erreur - il faut savoir reconnaître les choses - nous aboutissons à un nouveau texte utile et efficace.

**Le problème, c'est que vous n'avez pas parlé du CPA ou du dialogue social, mais uniquement du licenciement économique et des prud'hommes.**

Nous n'avons jamais autant discuté, négocié depuis un an pour préparer cette loi. Le compte personnel d'activité, cette véritable sécurité sociale professionnelle, est une idée particulièrement moderne parce qu'elle part de la situation de chacun et va vers l'intérêt général. C'est ça, être de gauche. Il a manqué après ces longues discussions, sans aucun doute, un moment de restitution aux partenaires sociaux. J'entends les critiques qui demeurent, mais ce qui me paraît crucial, c'est que nous avons gardé cette idée majeure du dialogue social dans l'entreprise, que nous avons enrichi le CPA et que nous essayons de répondre aux inégalités d'accès à l'emploi.

**Comment expliquez-vous qu'une majorité des Français restent hostiles à cette loi, même remaniée ?**

Moi, j'agis. Cette loi est favorable aux entreprises et aux salariés. Donc il y a une bataille d'explication, de conviction à mener. Une grande partie des socialistes soutiennent cette loi, les syndicats réformistes aussi. Les Français ne sont pas contre les réformes, mais ils veulent savoir où elles les mènent. C'est ce qui a manqué au début. Mais nous sommes en train, avec Myriam El Khomri, de remettre les choses à l'endroit.

**Sur la loi travail, vous reconnaissez des erreurs au démarrage. C'est pareil avec la déchéance ? Le président s'est trompé ? Vous avez échoué à convaincre...**

Ce qui me frappe, c'est la capacité collective à oublier ce qui s'est passé en 2015 : le vote Front national et bien sûr les actes terroristes. Dans les quarante-huit heures qui ont suivi les attaques du 13 Novembre, tout pouvait basculer. La réaction du pays n'était pas la même qu'en janvier. Le Président a voulu créer le rassemblement. Ce moment où les parlementaires, en Congrès à Versailles, se sont levés pour l'applaudir en a été une condition. Ceci a permis, dans la foulée, les votes sur le prolongement de l'état d'urgence. Par ce discours, ces propositions et par les mots, les gestes qu'il a trouvés pour tous pendant cette période, notamment lors de l'hommage aux victimes, François Hollande a créé les conditions de l'unité nationale.

**En reprenant une mesure chère à l'extrême droite ?**

C'était une proposition récente de la droite mais qui existe depuis longtemps dans notre tradition républicaine. En 1848 on excluait déjà de la communauté nationale les esclavagistes ! La déchéance de nationalité ne doit pas faire rougir quelqu'un de gauche. Nous avons nous-mêmes décidé, avec Bernard Cazeneuve, de déchoir, en 2015, cinq individus de leur nationalité française. Et dans les circonstances que nous avons connues, cette mesure pouvait parfaitement s'imposer. Certes, cette proposition ne venait pas du corpus de la gauche, mais c'était une main tendue du chef de l'Etat. Vous ne pouvez pas faire l'unité nationale qu'avec la gauche !

**Une semaine avant l'annonce, vous sembliez pourtant personnellement douter de l'intérêt de la mesure...**

Cela a été douloureux, je ne le nie pas. Nous savions les débats que cela allait provoquer à gauche. Mais, je le rappelle, cette mesure visait des terroristes condamnés. Sans cette mesure, nous ne pourrions pas déchoir de sa nationalité, s'il est condamné, Salah Abdeslam, qui n'est que français. En revanche, nous pourrions toujours déchoir des Français binationaux naturalisés. C'est absurde. A l'Assemblée, nous avons fait une proposition, avec une peine qui s'appliquait de la même manière à

tous les Français condamnés, quelle que soit la manière dont ils ont acquis la nationalité. Elle a recueilli les trois cinquièmes. Mais la majorité sénatoriale n'a pas voulu trouver d'accord avec l'Assemblée. Le président a constaté un blocage et pris ses responsabilités. Il a eu raison.

Valls plaide pour «*des ponts avec les autres formations politiques*». (Photo F. Stucin)

## **Présidentielle 2017 : «Elle ne pourra être l'affrontement classique entre la droite et la gauche»**

### **Manuel Valls, est-ce que vous êtes toujours de gauche ?**

Cette question, on me la pose depuis plus de trente ans, déjà quand j'étais jeune rocardien. Vieux procès en trahison... J'ai toujours été de gauche ! Ce que je veux, c'est une société ouverte où chacun peut faire des choix et pas une société fermée où l'on subit. Toute notre politique consiste à casser ce que j'appelle les cinq blocages de la France : la peur, et nous luttons contre le terrorisme ; les corporatismes, nous réformons et nous favorisons le dialogue social au sein des entreprises ; le sectarisme politique, il faut une nouvelle éthique politique, une exigence que nous avons ressentie tout au long de 2015 ; la précarité, nous luttons contre grâce notamment à la loi travail ; enfin, il y a les discriminations et les inégalités. Bref c'est la promesse républicaine que nous voulons réhabiliter.

**Vous avez rappelé à Emmanuel Macron que le clivage gauche-droite a toujours lieu d'être, mais vous-même avez appelé à plusieurs reprises au dépassement de ce clivage...**

La gauche est forte quand elle s'adresse à tous. C'est pour cela qu'elle doit se transcender. Et c'est ce que nous avons fait, notamment en matière de lutte contre le terrorisme. Je continue à penser que le dépassement des clivages partisans s'impose.

### **Ce dépassement signifie-t-il sortir de sa famille politique ?**

Le dépassement doit bien partir de quelque part. Pour recomposer, il faut partir d'un camp. Mes racines, c'est la gauche ! Mais je pense que sur des grands sujets, on peut parfaitement se rassembler. Tous les sujets qui relèvent de la sécurité des Français devraient relever d'une forme d'unité nationale. C'est ce que nous avons fait. Avant même les attentats, nous avons fait voter deux lois antiterrorisme, adoptées très largement par le Parlement. Nous avons fait adopter la loi renseignement, dans les mêmes conditions. Et la loi pénale préparée par Christiane Taubira, aujourd'hui portée par Jean-Jacques Urvoas, recueille dans les deux Chambres une très large majorité... Je prendrai un deuxième exemple : au lendemain des élections régionales, nous avons invité les nouveaux présidents de régions pour travailler sur un plan de formation de 500 000 chômeurs. Tous, à l'exception du président de la région Rhône-Alpes-Auvergne, s'y investissent aujourd'hui. C'est cela, la nouvelle façon de faire de la politique.

### **La France sera-t-elle un jour gouvernée par une coalition gauche-droite sur le modèle de l'Allemagne ?**

Ce n'est pas la tradition française. Mais à partir du moment où le paysage politique français est marqué par trois forces : une gauche morcelée, dont une partie qui ne veut pas des responsabilités, une droite divisée et une extrême droite enracinée, on voit bien que la question qui se pose est de savoir comment gouverner et trouver une majorité. Sans nier les différences entre la gauche et la droite, il est évident que l'on peut parfaitement nouer des pactes. Et de ce point de vue-là, je suis en



phase avec Emmanuel Macron. Chacun devra se dépasser. Je martèle cette idée depuis les élections départementales et régionales et surtout depuis mon discours du 13 janvier, au lendemain des attentats. Il y a une exigence et on ne peut plus faire de la politique comme avant. La future élection présidentielle ne pourra pas être une répétition des précédentes avec l'affrontement classique entre la droite et la gauche. Je ne vois pas non plus les gagnants gouverner seuls, et les perdants reprendre leur cycle de congrès ou d'assises. C'est pour cela que je veux que la gauche soit plus grande, plus forte, pour pouvoir ériger des ponts avec d'autres formations politiques.

**Que répondez-vous à tous ceux qui expliquent que le vote FN est justement alimenté par la disparition du clivage gauche-droite ?**

Je ne le crois pas. Je crois surtout que le FN se nourrit de l'impuissance de la vieille politique. Une impuissance qui repose sur l'incapacité à dégager des consensus sur les sujets essentiels, les petits débats de personnes et le sectarisme. Il faut savoir se dépasser sur les sujets majeurs comme la menace terroriste et la lutte contre le chômage. Pour le reste, je veux une gauche plus forte sur ses valeurs. L'autorité, parce qu'elle est le socle de l'émancipation. La République, car ses valeurs sont émancipatrices. La valeur travail, qui ne doit pas être vécu comme une aliénation mais comme un vecteur d'émancipation.

**En l'état actuel de l'opinion il paraît peu probable que François Hollande puisse l'emporter. Comment peut-il réussir ?**

Je pense que tout est possible et qu'il est capable de recréer une dynamique. Pour cela, il faut que l'esprit collectif l'emporte sur les aventures individuelles. Il faut que la gauche se retrouve autour du président de la République. C'est le seul moyen de l'emporter. Sinon, tout le monde sera balayé. Même si le lien s'est distendu, c'est François Hollande qui a été élu, c'est lui qui a créé une relation avec les Français. Il faut que nous défendions son bilan, mais il lui appartient, surtout, de dire la suite, de montrer le chemin.

**Que va devenir Manuel Valls après 2017 ? Vous devez faire face à un vrai conflit intérieur : vouloir à la fois la réélection de François Hollande et vous dire que pendant cinq ans votre ambition personnelle sera forcément mise entre parenthèses...**

Dès le soir du premier tour de la primaire en 2011, j'ai décidé de soutenir François Hollande car j'ai considéré qu'un nouveau cycle politique commençait... Il y a cinq ans, je ne pouvais pas imaginer devenir ministre de l'Intérieur puis Premier ministre. Gouverner la France, c'est une merveilleuse responsabilité. C'est, pour moi qui ai appris à devenir français, un destin incroyable. L'année 2015 m'a profondément changé. Quoi qu'il arrive, je ne serai plus le même, marqué par une forme de gravité, concentré sur l'essentiel. Si je suis très préoccupé face aux événements, face aux risques terroristes, pour ce qui concerne mon avenir, je reste serein. Je souhaite la réussite de François Hollande, pas seulement pour la gauche, mais pour le pays, car seule la gauche peut apporter la réponse dont le pays a besoin : l'apaisement, la justice sociale, le rassemblement de tous les Français.

[Laurent Joffrin](#), [Grégoire Biseau](#), [Lilian Alemagna](#), [Laure Bretton](#)